



Éditorial

L'UKRAINE ET L'UNION EUROPÉENNE

De novembre 2013 à février 2014, un peuple indigné a manifesté sur la place Maidan à Kiev pour se libérer du passé soviétique et construire un avenir de liberté, de respect de la dignité des citoyens, de justice, d'égalité devant la loi, de lutte contre la corruption. EuroMaidan est connu en Ukraine sous le nom de révolution de la dignité. Il ne s'agit pas simplement de remplacer des dirigeants mais de changer les règles de base de la société, de changer la vie, une sorte de mai 68 par la parole libérée. Ce qu'on appelle une révolution (culturelle). Celle-ci touche non seulement la vie politique, mais tous les secteurs de la vie sociale, y compris les Eglises. Dans leur fonctionnement interne et leur rôle public.

Les deux auteurs des articles ci-contre convergent largement dans leur analyse, sur la fragilité de l'Ukraine, la volonté hégémonique de Poutine, sur le flottement de l'Union Européenne... mais sur certains points l'ancien ambassadeur de France et l'intellectuel-acteur de la vie ecclésiale divergent.

Beaucoup d'Ukrainiens aspirent aux valeurs dites européennes, celles qui fondent l'Union Européenne. Les citoyens de cette Union, englués dans leurs doutes et leur europessimisme, n'osent imaginer qu'aux frontières de l'Union certains peuples aspirent à entrer dans le club, synonyme de paix et de démocratie.

Nombreux sont ces Européens qui regardent l'Ukraine avec un peu de condescendance, doutant de la qualité démocratique de la vie politique du pays. Ils oublient que les dernières élections en Ukraine n'ont envoyé au parlement ni nationalistes, ni populistes. Ces Européens aveuglés ne voient pas que dans leur propre pays, les populistes de droite (et de gauche) obtiennent en général plus de 20% des voix. Où se trouvent les peuples qui progressent dans leur vie démocratique ?

Antoine Sondag
antoine.sondag@lebret-irfed.org

L'Ukraine, fantôme de l'Europe.

Par Dominique Chassard

D. Chassard a fait sa carrière au sein du Ministère français des Affaires Etrangères, dans les affaires européennes. Il a été ambassadeur en Ukraine dans les premières années de l'indépendance du pays.

L'Ukraine, fantôme de l'Europe ? L'Ukraine existe depuis 1991 en tant qu'Etat indépendant, membre à part entière de la Communauté internationale après avoir appartenu pendant des décennies à l'URSS et constitué le fleuron de son empire, comme il l'était déjà sous le règne des tsars. Le siège que Staline avait extorqué pour elle aux Nations-Unies, en compagnie de la Biélorussie, en faisait même un objet de sarcasme tant on la considérait à l'Ouest comme une simple province se confondant avec le territoire russe. Des siècles durant, elle n'avait désigné qu'une vaste steppe aux contours mal définis, aux limites fluctuantes, convoitée par ses voisins successifs, qui n'était jamais parvenue, à l'exception de quelques années chaotiques entre 1917 et 1920, à inscrire une identité nationale dans des structures étatiques viables.

Avec 45 millions d'habitants, 600.000 km², riche d'un potentiel agricole considérable, d'un capital industriel couvrant tous les secteurs y compris le spatial et le nucléaire, le « fantôme » est aujourd'hui un sujet majeur de préoccupation et d'inquiétude dont certains redoutent qu'il n'amorce un retour à la guerre froide.

Les relations Russie-Ukraine

Les idées fausses et les simplifications commodes abondent sur l'Ukraine et il n'est pas inutile de rappeler quelques considérations historiques qui rendent difficile sinon impossible de comparer ce pays aux autres démembrements de l'Empire soviétique. Que l'Ukraine ait voté à une écrasante majorité son indépendance en 1991 ne signifie pas que ses habitants aient entendu tourner du même coup le

dos au voisin moscovite mal en point avec qui ils partagent des siècles d'existence commune et de consanguinité au sens propre du terme. Cette imbrication résulte non seulement de la géographie, de l'histoire, de l'économie et du commerce, de la langue et de la culture, elle puise sa substance au plus profond des racines de la conscience des deux peuples. Il est peu d'Ukrainien qui n'ait de la famille en Russie, qui n'y ait pas étudié ou séjourné et qui ne considère pas que Pouchkine et Tchaïkovski font aussi partie de son patrimoine littéraire et artistique. L'opposition souvent caricaturée entre ukrainophones et russophones repose sur des fondements plus passionnels que linguistiques : les deux langues sont suffisamment proches pour que tout Ukrainien parle et maîtrise le russe (parfois bien mieux que l'ukrainien) et que tout Russe d'Ukraine n'ait guère de peine à comprendre et lire l'ukrainien. La querelle linguistique, pour symbolique qu'elle soit, n'a rien à voir avec la situation qui se présente dans un pays balte ou un Etat du Caucase dans lequel la langue nationale est radicalement étrangère au russe et dont les ethnies s'appuient sur des traditions et des structures sociales bien antérieures à la conquête russe.

La religion elle-même n'est pas un facteur déterminant des antagonismes actuels. Certes, les catholiques de rite romain et les gréco-catholiques, installés notamment dans la région de Lviv annexée après la guerre au détriment de la Pologne, sont plus tournés vers l'Ouest que les habitants de Donetsk ou de Kharkiv mais l'existence de deux Eglises orthodoxes, l'une relevant du Patriarcat de Moscou, l'autre se proclamant nationale, ne reflète pas nécessairement les affron-

tements de l'heure. On peut reconnaître l'autorité du métropolite de Kiev, de qui dépendent les édifices les plus vénérés de la capitale: la Laure et Sainte-Sophie, et soutenir les manifestants de la place Maïdan. Du reste, quelle que soit l'église ou la paroisse, la liturgie reste la même et la majorité des fidèles ne se soucie pas d'une lutte d'influence et de pouvoir où les intérêts sont souvent d'ordre plus matériel que religieux. Certes, l'Eglise nationale ukrainienne si elle revendique moins de paroisses et de lieux de culte que celle rattachée à Moscou a sensiblement gagné en assise et en nombre de fidèles depuis l'indépendance (une étude récente lui attribue 40% des ukrainiens se déclarant religieux contre 30% à l'Eglise du Patriarcat de Moscou) mais elle garde ses distances vis à vis des événements actuels. Le facteur religieux ne joue donc pas un rôle significatif dans le conflit et le clergé ne cherche pas à instrumentaliser. Si clivage il y a, il concerne plutôt l'antagonisme séculaire opposant les communautés orthodoxes aux gréco-catholiques qui font allégeance à Rome et ont payé un lourd tribut à la politique de répression soviétique. Leur nombre reste élevé : 14% des personnes déclarant une religion, alors que les catholiques latins ne sont que 1,7%.

L'Ukraine vue de Moscou

Si l'on se place maintenant du côté russe, il est clair que l'Ukraine n'est pas perçue comme un simple morceau de l'Empire disloqué qui aurait suivi par la force des circonstances le sort des autres ex-républiques socialistes. La «Rouss» kiévienne est le berceau historique de la Russie et Kiev la première capitale du Royaume, la ville où le peuple russe a été converti à l'orthodoxie et baptisé dans les eaux du Dniepr par le tsar Wladimir. A la différence des autres Etats issus de l'URSS, à l'exception du Belarus, l'Ukraine est ethniquement un territoire dont la population est slave. Lorsque le pays est devenu indépendant dans les limites de l'ancienne République socialiste, agrandie de la Galicie polonaise en 1945 puis de la Crimée en 1953, les Russes qui y étaient installés n'ont eu, dans leur grande majorité, aucun état d'âme à accepter la nationalité ukrainienne qui leur était offerte, encore moins en Crimée qu'ailleurs où ils se considéraient chez eux. Le sentiment que l'Ukraine est indissolublement liée à leur identité nationale et fait partie de leur patrimoine historique et culturel est très largement partagé. C'est bien sur lui

que W. Poutine s'appuie dans l'entreprise de déstabilisation et de récupération qu'il mène depuis des années. Il ne s'agit pas seulement du combat d'arrière-garde d'un dirigeant nostalgique mais de la conviction largement répandue dans l'opinion que la nation russe peut se relever de l'écroulement de l'Empire et retrouver l'influence et le rayonnement perdus.

Dans une population encore marquée par la guerre froide et la division de l'Europe, les convulsions de l'heure peuvent être aisément présentées comme une résurgence de «l'impérialisme occidental» et la marque d'un néofascisme agressif. Fantômes entretenus par une propagande bien rodée ? Sans doute, mais il serait dangereux de vouloir les ignorer.

Faut-il ainsi attribuer au pouvoir russe la responsabilité de la crise actuelle ? Ce serait là aussi une présentation réductrice du problème ukrainien. Les dirigeants de Kiev n'ont pas montré depuis l'indépendance le souci de gérer le pays de manière intègre et désintéressée. Tout a été écrit sur les pratiques de corruption au Parlement, la confiscation au profit d'affairistes et de potentats locaux des ressources, le non-respect des règles d'un Etat de droit, les luttes de clan au sommet de l'Etat. S'entendre avec Moscou quand il y a des dividendes à partager pour ensuite crier au loup quand les choses tournent mal est une pratique illustrée par le parcours politique de certains des dirigeants. Tout mettre sur le compte des ambitions nationalistes de Poutine et de son habileté à tirer parti d'une situation qui fait de l'Ukraine la principale voie de transit du gaz et du pétrole russes vers l'Ouest, occulte d'autres responsabilités, à Bruxelles notamment.

Une Union Européenne maladroite

La manière dont l'Union européenne a conçu il y a 5 ans et présenté le «partenariat oriental» a donné ainsi l'impression qu'on plaçait les bénéficiaires potentiels devant un choix sans alternatives : soit se tourner vers l'Est en cédant aux pressions russes et se couper d'une Union censée garantir stabilité et prospérité, soit s'arrimer aux institutions européennes avec la perspective d'une adhésion future en opposant à Moscou une fin de non-recevoir. Nous ou la Russie en quelque sorte. Fallait-il s'engager dans la conclusion d'un accord d'association en voulant ignorer la réaction prévisible de la Russie ? Faut-il maintenant envisager des sanctions contre Moscou alors que

celles qu'on imagine du bout des lèvres n'iront pas au-delà de mesures largement symboliques ? Pèseront-elles d'un grand poids dans un contexte énergétique qui donne à la Russie des atouts décisifs pour de longues années encore ? La diplomatie européenne aurait pu sans doute faire preuve de plus de circonspection et d'imagination dans son approche vis à vis de Kiev.

Un effet domino ?

Le conflit ukrainien ne risque-t-il pas de faire tache d'huile et le Kremlin encouragé par la récupération réussie de la Crimée ne va-t-il pas chercher à regagner ailleurs les positions perdues ? La Transnistrie échappe depuis plus de 20 ans à l'autorité de la Moldavie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont de facto placées sous le contrôle de la Fédération de Russie et sans doute perdues pour la Géorgie. Il est difficile d'écarter d'emblée des scénarios de déstabilisation, le cas échéant par d'autres moyens que la menace militaire en se persuadant que la division du continent a pris fin avec l'effondrement du communisme et le démantèlement de l'URSS.

Certes, le résultat des élections du 24 octobre est un signe positif : le parti du Président Porochenko et celui du Premier Ministre Iatseniouk réalisent ensemble un score de plus de 40% des voix. La détermination à engager les réformes indispensables de même que la volonté de marquer ses distances vis à vis du voisin russe en poursuivant une politique de rapprochement en direction de l'Union européenne sont encourageantes. Il faut toutefois garder à l'esprit que le taux de participation n'a dépassé que de très peu les 50% ce qui traduit une carence évidente de culture civique et démocratique.

La Crimée et les régions séparatistes de l'Est rentreront-elles un jour dans l'orbite de Kiev ? On peut avoir des doutes à ce sujet, la communauté internationale ne paraissant guère s'emouvoir de ce démembrement d'un pays pourtant reconnu par tous dans ses frontières issues de l'indépendance.

Comment les Eglises peuvent elles contribuer à la paix en Ukraine ?

Par Antoine Arjakovsky,
Directeur de recherches au Collège des Bernardins, Paris,
et directeur du Conseil d'administration de l'Institut d'études œcuméniques de Lviv

Antoine Arjakovsky a travaillé à Moscou et en Ukraine pour le Ministère français des affaires étrangères avant de fonder l'Institut d'études œcuméniques auprès de l'Université catholique de Lviv. Il a publié récemment : *Qu'est-ce que l'orthodoxie ?* Paris, Gallimard, 2013, et *Russie-Ukraine, de la guerre à la paix ?* Paris, Parole et Silence, 2014

Le décentrement opéré par la révolution de la dignité, gage de la paix en Ukraine

Le mouvement œcuménique n'avait pas touché l'Ukraine jusqu'il y a peu de temps. Le premier et unique institut d'études œcuméniques existant en ex-URSS ne date que de 2004. Ce sont les événements de la révolution orange en 2004 et de la révolution de la dignité en 2014 qui ont surtout changé la donne. Mikhaïl Tcherenkov, laïc protestant ukrainien, a donné une analyse stimulante des événements de novembre 2013-février 2014.

« Maidan symbolise une nouvelle époque dans les relations entre les protestants et la société en Ukraine. Pour la première fois une ouverture importante et une confiance envers les religions ont rejoint un sérieux et une très haute exigence. Les événements et les exigences de Maidan ont corrigé la compréhension que l'Eglise avait de sa mission dans le monde. Les relations entre les Eglises et la société ont acquis un caractère double et interactif. La missiologie a pu devenir pleinement actuelle et achevée sur Maidan. L'Eglise a eu la chance historique de voir dans la société non un acteur passif récipiendaire de sacrements mais un sujet actif capable de formuler des questions et de créer des conditions positives pour le dialogue. L'Eglise a pu se comprendre non comme le centre de l'activité missionnaire mais comme une partie des événements en cours et comme la servante de la *missio Dei*. Une telle compréhension de la missiologie dépasse

l'ecclésiocentrisme et réhabilite l'homme et la société comme des sujets-collaborateurs dans l'histoire de la libération et du salut, dans l'établissement du Royaume de Dieu comme la réalité trans-sociale et trans-confessionnelle la plus haute. Les spécialistes des religions parlent de la naissance sur Maidan d'une nouvelle forme de religiosité, 'l'Eglise citoyenne'. Cette appellation vient de 'la missiologie à double face', lorsque l'Eglise se voit comme partie de la société civile, et quand la société considère l'Eglise comme 'sienne'. »¹

La crise de l'œcuménisme interconfessionnel

Vu de Sirius un observateur de la situation religieuse en Ukraine pourrait à bon droit contester cette interprétation positive et œcuménique de l'activité actuelle des Eglises en Ukraine. Il mentionnera les lettres adressées par le patriarche Kirill de Moscou aux organisations internationales mais aussi au patriarche de Constantinople Bartholomée Ier le 14 août 2014, et rendues publiques sur le site www.mospat.ru, pour se plaindre de l'activité « des uniates et des hérétiques » détruisant, selon lui, « l'orthodoxie canonique dans les régions de Donetsk et de Louhansk » et attisant une vraie « guerre inter-religieuse ». Il citera les réponses de Mgr Sviatoslav Schevchuk, chef de l'Eglise grecque catholique, et du patriarche Filaret, chef de l'Eglise orthodoxe du patriarcat de Kiev le 1er septembre, niant toute dimension spiri-

tuelle au conflit, expliquant que toutes les tendances culturelles et confessionnelles sont représentées parmi les soldats se trouvant sur le front, et incriminant à l'inverse le soutien du patriarche de Moscou à la politique expansionniste du président Poutine.

Ce ne sont pas les faits qui manquent pour accréditer la thèse de l'engagement du patriarche moscovite aux côtés du Kremlin. Le patriarche Kirill n'a pas condamné à une seule reprise l'annexion de la Crimée par la Russie ni les manœuvres de déstabilisation de l'armée russe dans le Donbass. Il a veillé cet été à décorer en personne Guennadi Ziouganov, le leader du parti communiste, l'un des grands soutiens de la politique annexionniste de Poutine. Kirill Gundyayev n'a pas hésité non plus à bénir des usines de matériel militaire au mois d'août à Tchéliabinsk et à justifier la guerre d'invasion menée par la Russie en Ukraine au motif que « la Russie ne saurait être la vassale d'aucune autre puissance ».

Aussi le patriarche Filaret accuse le patriarche Kirill de s'appuyer sur « deux-trois cas douteux » pour faire croire à un conflit inter-religieux en Ukraine. Il ne veut pas noter, écrit-il, « les douzaines d'exemples de clercs du patriarcat de Moscou ayant apporté un soutien idéologique et matériel au projet de Nouvelle Russie ». Ajoutons à ce tableau désastreux de la situation œcuménique en Ukraine que l'ONU a condamné les nouvelles autorités russes de Crimée pour les persécutions qu'elles font subir aux minorités nationales et religieuses sur la presqu'île.

L'intelligence du regard de la foi sur la situation ecclésiale en Ukraine

Pourtant ce regard distancé et critique, bien que nécessaire, ne saisit qu'un aspect de la situation. En premier lieu il s'agit de distinguer la politique du patriarche de Moscou de celle de l'Eglise orthodoxe ukrainienne relevant du patriarcat de Moscou. Bien qu'il ait élu au mois d'août le métropolite Onufri, un proche de Kirill, comme chef, le synode de cette Eglise s'est clairement démarqué des positions de l'hierarque moscovite en condamnant les visées expansionnistes de la Russie et l'annexion de la Crimée.

Deuxièmement, les élites des différentes Eglises catholiques et orthodoxes ont montré qu'elles étaient prêtes à s'unir au plan théologique et pastoral lors du lancement des discussions officielles entre orthodoxes (du patriarcat de Kiev)

1. M. Tcherenkov, « La missiologie après Maidan : une chance pour les protestants ukrainiens », intervention à la VIIe semaine sociale œcuménique ukrainienne à Lviv le 2.10.2014. Les semaines sociales œcuméniques sont organisées depuis 2008 par l'Institut d'études œcuméniques de Lviv en association avec l'ensemble des Eglises en Ukraine et un grand nombre d'organisations sociales et caritatives.

et catholiques (de l'Eglise grecque catholique) ayant eu lieu à Lviv début octobre pendant la semaine sociale œcuménique dans le cadre de la Société académique chrétienne en Ukraine (SACU). Une convergence existe également sur l'interprétation à donner des événements de Maïdan (cf en particulier les interventions du père Michel Dymyd, prêtre grec-catholique, et de Mgr Ihor Issichenko, évêque de Kharkiv pour l'Eglise orthodoxe auto-céphale).

Plus généralement les institutions ecclésiales ne pourront pas s'opposer longtemps, autrement que par une réforme interne, à cette vague de fond qui bouleverse aujourd'hui le paysage religieux ukrainien. Car l'heure est grave. Les accusations politiques du patriarcat de Moscou contre « les uniates et les hérétiques » ukrainiens, répétées depuis le début des années 1990, se sont transformées aujourd'hui en conflit ouvert entre les deux pays. Les Ukrainiens ont compris que le meilleur antidote à ce discours mensonger et agressif du patriarcat de Moscou consiste à témoigner coûte que coûte de l'inanité de ces accusations. Il est vrai que la plupart des évêques catholiques et orthodoxes dans le monde préfèrent le statu quo de la paix stratégique en Ukraine à l'avènement d'un véritable œcuménisme de la vie, au prix d'une redéfinition des frontières confessionnelles. Mais la « théologie de Maïdan » défendue par Kirill Hovoroun, théologien orthodoxe ukrainien, révèle que la vague de fond du mouvement citoyen en faveur de la justice et de la dignité humaine est plus puissant que les petits arrangements interinstitutionnels.

Si les confessions ukrainiennes présentes en Ukraine ne le comprenaient pas rapidement, elles risqueraient d'en être les premières victimes. Cette lame de fond pourrait aussi toucher à moyen terme en Russie même la génération des clercs et des laïcs qui ne comprennent l'Eglise que comme l'arche du salut.

L'histoire de l'Eglise révèle cependant que les zélotes ne représentent qu'un seul courant de l'Eglise. A côté de ces fidèles intransigeants, l'Eglise fait également place aux prosélytes, aux spirituels et aux contestataires. Il y a une pluralité de mentalités religieuses au sein même de chacune des confessions chrétiennes. Et il y a une nécessité de favoriser le dialogue entre celles-ci.

Conclusion

L'enjeu d'une compréhension théologico-politique de la paix est primordial. La paix d'un point de vue chrétien n'est pas une intermittence entre deux conflits. Elle n'est possible qu'à travers l'ouverture, la confiance en autrui, et le repentir. Cette conscience religieuse purifiée a des conséquences sur la conscience civique. Il s'agit de redonner aux Ukrainiens et aux Russes du XXIe siècle la conscience qu'ils ont une responsabilité politique en tant que citoyens et l'espérance qu'ils peuvent contribuer à transformer la société vers plus de bien et plus de justice. Le fait le plus frappant de la conscience collective post-soviétique est l'absence de sens politique de la population, lui-même fondé sur une absence du sens des responsabilités.

Aider les chrétiens en Ukraine et en Russie à comprendre que l'Eglise est

diverse, que chaque geste de justice est essentiel, et qu'elle bénit tout homme et toute femme à participer à son niveau à l'avènement du Royaume de Dieu sur la terre dans l'esprit de l'évangile et de la tradition ecclésiale réconciliée, est une tâche hautement civique qui mériterait bien plus de considération de la part de la communauté internationale comme de celle des responsables des Eglises concernées.

La philosophie de la paix traditionnelle en Ukraine doit plutôt être comparée à la philosophie de Gandhi. Elle consiste en ce que chacun doit assumer ses propres responsabilités au risque de sa propre vie. La puissance publique n'a de sens et de légitimité que dans la mesure où elle se place, au prix de sa notoriété, de sa puissance ou de sa longévité, au service de la paix et de la justice. Malgré tous les récits mémoriels exclusivistes et fauteurs de guerre, l'héritage spirituel commun, entre la Russie et l'Ukraine, de la Rous' de Kiev se trouve donc probablement dans cette vision selon laquelle l'Etat doit s'autolimiter, doit prendre sur lui la violence sociale, au nom du bien public. Afin de donner toujours plus de chances à la paix.

Derniers numéros parus



421 : Henri Desroche :
Education permanente et développement endogène, par Davide Lago

420 : Les structures de l'Economie sociale peuvent-elles grandir et rester fidèles à leur mission ?,
par J.L. Bancel

Développement et civilisation est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irled 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebret-irled.org
L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irled anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot

Rédacteur en chef : Antoine Sondag

Conseil de rédaction : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Karine Besses, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Karine Meaux, Anouk Coqblin, Denise Sanou, Bernadette Huger, Asphodèle Berthelot-Eiffel, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing.

La production des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions :

chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irled

Virements bancaires :

en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

